

Cette loi odieuse et hypocrite, votée à une seule voix de majorité par le Sénat belge, a amené un retour d'opinion qui s'accroît tous les jours dans les populations.

— Quelques journaux en France annoncent que les amnistiés communards, ou, comme ils les appellent, les *revenants de Nouméa*, ont la prétention de faire réintégrer dans la *Légion d'honneur* leurs confrères qui en étaient membres avant leur condamnation. Plusieurs généraux d'armée auraient déclaré qu'ils renverraient leurs décorations le jour où les condamnés de la Commune seraient autorisés à reprendre les leurs.

Ces exilés de la Commune, depuis leur retour en France, ne perdent pas leur temps. Leurs comités, centres d'action, sont tous organisés, en attendant les 850 déportés, de même calibre qui doivent souiller la France de leur présence, à la fin de novembre. Leurs journaux se livrent actuellement à une enquête ayant pour but de rechercher tous les officiers qui ont joué un rôle dans les batailles livrées contre la Commune, et dans les conseils de guerre qui ont condamné ses héros et leurs complices. Ce sont les otages désignés d'avance aux représailles du parti communard, qui escompte dès aujourd'hui, avec un cynisme parfait, les profits de sa revanche dont le succès n'est douteux pour aucun des meneurs et de leurs séides. On informe même qu'ils ont des dépôts d'armes considérables pour le jour où une manifestation pacifique se transformera en une insurrection, dont le prétexte sera de défendre la république, comme au 18 mars 1871.

— Le 14 octobre dernier, le Président de la République en France, M. Grevy, recevait en audience solennelle le nouveau nonce apostolique Mgr Czacki, et son prédécesseur Mgr Méglia, auquel M. Grevy avait été chargé de remettre la barrette cardinale, suivant l'ancienne coutume monarchique.

En réponse au discours de Son Excellence Mgr Czacki, voici ce qu'a répondu M. Grevy :

« Monsieur le nonce,

« Je suis très-touché des précieux sentiments que vous m'exprimez, au nom du Saint-Père, et je vous prie de lui transmettre l'expression de ma vive gratitude.

« Le maintien et l'affermissement des bons rapports qui existent entre la France et le Saint-Siège, entre l'Eglise et l'Etat, sont l'objet de la constante sollicitude du Gouvernement de la République française.

« Je suis persuadé que vous contribuerez puissamment à assurer ce résultat, et vous pouvez personnellement compter sur toute notre confiance et toute notre sympathie. »

M. Grevy, comme nous le voyons, a déclaré que son gouvernement avait à cœur d'entretenir les meilleures relations avec le Saint-Siège. Un monarque chrétien n'eut pas mieux dit. Mais pour celui qui voit ce qui se passe en France, on ne pourrait s'empêcher de croire que ces paroles sont empreintes de mensonge et d'hypocrisie. En effet comment accorder de telles paroles avec la politique qui fait les lois Ferry, qui pourchasse les religieux enseignants et qui assure l'impunité aux outrages et aux colonnies quotidiennes des journaux et des caricaturistes contre la religion.

Malgré les difficultés et les déclamations de l'impie en France, il est vraiment merveilleux, comme le

dit M. l'écrivain des *Annales Catholiques*, de voir comment les travaux du Vœu national au Sacré-Cœur de Jésus continuent et progressent. Il n'est plus un évêque, plus un ecclésiastique, de passage à Paris, qui ne se fasse un bonheur et un devoir d'accomplir le pèlerinage de Montmartre, afin d'y prier avec plus de fervor et d'espoir pour l'Eglise et pour la France. Le premier vendredi de chaque mois, on y rencontre une foule empressée qui vient faire amende honorable à Notre-Seigneur, et implorer sa divine miséricorde pour la conversion des pécheurs et l'affermissement dans la foi et dans les œuvres. — Au 5 octobre dernier les recettes de l'Œuvre du Sacré-Cœur s'élevaient à 7,505, 441 francs.

— M. l'écrivain des *Annales Catholiques* rapporte que le gouverneur de l'Alsace-Lorraine (Allemagne), maréchal de Manteuffel, recevait, le 4 octobre dernier, à dix heures, la visite de Mgr de Strasbourg accompagné de ses vicaires-généraux; et aussitôt après, le chapitre de la cathédrale et tout le clergé de la ville se sont portés au palais et ont été présentés par Mgr l'évêque.

Le Gouverneur leur a fait un accueil des plus distingués. Lorsque tout le monde eut été présenté, il s'avança vers le clergé et levant la main droite au ciel, lui adressa les paroles suivantes :

« Messieurs, c'est ma conviction intime que la religion est nécessaire, et pour le salut du peuple et pour celui de l'Etat. Tant que mes forces résisteront la religion trouvera en moi le plus ferme appui, et je compte que vous me seconderez dans ces efforts par votre action salutaire. »

— *Le Canada* dit au sujet de la population canadienne française dans la Province d'Ontario :

« L'élément national s'enracine également dans la Province d'Ontario. En 1861, il ne comptait que 33,000; en 1871, il avait plus que doublé ce chiffre, soit 75,383, et le prochain dénombrement accusera une augmentation sensible. Soixante-quinze mille âmes c'est plus que le chiffre de la population française lors de la cession du pays — population qui après plus d'un siècle d'existence a laissé une glorieuse lignée de près de deux millions d'âmes. »

— Le 18 octobre dernier, Sa Grandeur Mgr Dominique Racine a fait les ordinations suivantes dans la chapelle du Séminaire de Chicoutimi : *Tonsurés* : MM. Elzéar Delamaro et George Gagnon. — *Minors* : MM. D. O. R. Dufresne, Joseph Paradis, Louis Caron, Clément Dubé, Alfred Tremblay et Louis Gosselin.

Le lendemain Sa Grandeur conférait dans la cathédrale de Chicoutimi l'ordre sacré de sous-diaconat aux MM. J. F. Roy, Joseph E. Lemieux, D. O. R. Dufresne et Joseph Paradis.

— Des articles publiés dans plusieurs revues anglaises, de même que plusieurs délégations de personnes éminentes d'Angleterre qui ont été envoyées dans notre pays, indiquent que les hommes occupant une haute position soit dans le commerce ou l'agriculture, de l'autre côté de l'Atlantique, étudient les avantages que pourraient leur offrir notre pays comme un facteur important dans la question d'alimentation pour l'avenir; suivant eux la principale ressource qui puisse leur être offerte est dans l'agriculture. La